

ANDREJ BABIS, « PATRON » DU PAYS

Le premier employeur privé de République tchèque postule au poste de Premier ministre après sa victoire aux législatives. Il veut diriger l'Etat comme une entreprise.

PAR CATHERINE GOUËSET

Rien ne semble pouvoir arrêter l'ascension d'Andrej Babis. Cet homme, parmi les plus riches de la République tchèque, est en passe de former le nouveau gouvernement. Son discours antisystème et anticorruption a permis à sa formation, Action pour les citoyens insatisfaits (ANO), de remporter les législatives, le 20 octobre, avec 29,7% des voix.

Premier employeur privé du pays, âgé de 63 ans, il a pris le contrôle, en 2013, des deux journaux les plus populaires, avant d'acquérir une station de radio et une chaîne de télévision. La modestie ne l'étouffe guère... Interrogé par le *Washington Post* sur la similarité de son parcours avec celui de Donald Trump, il rétorque: « Je n'ai pas fait faillite, moi. » Babis n'aime pas non plus qu'on le qualifie de « Ber-

lusconi tchèque ». Entré en politique après avoir bâti un empire industriel et médiatique, ce père de quatre enfants ne partage ni les frasques du Cavaliere ni l'inconstance frénétique de Trump.

L'expérience de ministre des Finances

Fils de diplomate, Andrej Babis a grandi hors du pays, en France et en Suisse, notamment, au temps du rideau de fer. Carte du Parti communiste en poche, indispensable sésame pour faire carrière, il étudie le commerce extérieur. Depuis le Maroc, il assiste à l'effondrement du bloc soviétique. Natif de Bratislava, qui allait devenir la capitale de la Slovaquie, il choisit la République tchèque lors du divorce tchécoslovaque, en 1992. A la tête d'une société agroalimentaire d'Etat, il en prend le contrôle lors des privatisations et, grâce à ses talents d'entrepreneur, elle devient un empire. Sa fortune – estimée à 3,49 milliards d'euros – dépasse aujourd'hui celle de Trump. Et il a fait de ce succès son principal argument de campagne: « A l'écouter, la classe politique bavarde, tandis que lui, il agit, observe Jacques Rupnik, professeur à Sciences po Paris. Au fond, il veut que l'Etat soit géré comme une entreprise. » De fait, nommé ministre des Finances en 2013, il est parvenu à renflouer les caisses de l'Etat et à réduire la dette, en améliorant le recouvrement fiscal. L'ascension de sa formation populiste est d'autant plus remarquable que la République tchèque est en plein boom économique. Le chômage, à 3 %, est le plus bas de l'UE.

Quelle sera sa politique ? Son programme est vague et il doit constituer une coalition. ANO signifie oui en tchèque. « C'est surtout un oui à Babis », constate Jacques Rupnik. ♦